

**Union européenne - Conseil  
"affaires économiques et  
financières" - Fiscalité: la Namibie  
retirée de la liste de l'UE des pays et  
territoires non coopératifs -  
Communiqué de presse du Conseil  
de l'Union européenne  
(Bruxelles, 06 novembre 2018)**

Le 6 novembre 2018, le Conseil a retiré la Namibie de la liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales.

En conséquence, la liste ne comprend désormais plus que cinq pays et territoires non coopératifs: les Samoa américaines, Guam, le Samoa, Trinité-et-Tobago et les Îles Vierges américaines, tandis que 65 pays et territoires au total coopèrent maintenant activement avec l'UE pour mettre en oeuvre les normes de bonne gouvernance fiscale. Il s'agit là d'un développement positif.

La liste de l'UE contribue à prévenir l'évasion fiscale des entreprises et à promouvoir la bonne gouvernance fiscale à l'échelle mondiale. Elle a été établie en décembre 2017.

La liste figure à l'annexe I des conclusions adoptées par le Conseil en décembre 2017.

La Namibie a pris suffisamment d'engagements à un niveau politique élevé pour répondre aux préoccupations de l'UE. En conséquence, elle a été déplacée de l'annexe I des conclusions à leur annexe II, qui porte sur les pays et territoires qui coopèrent avec l'UE pour réformer leurs politiques fiscales. La mise en oeuvre des engagements de la Namibie fera l'objet d'un suivi attentif par le groupe du Conseil chargé du processus d'inscription sur la liste (groupe "Code de conduite").

La décision a été prise sans débat lors d'une session du Conseil "Affaires économiques et financières".

La liste est réexaminée au moins une fois par an, mais le groupe "Code de conduite" peut recommander une mise à jour à tout moment./.